

LYON, David et Marguerite VAN DIE, dir., *Rethinking Church, State and Modernity : Canada Between Europe and America* (Toronto, University of Toronto Press, 2000), xiv-353 p.

Michel Gauvreau

Volume 55, Number 4, Spring 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/010450ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/010450ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gauvreau, M. (2002). Review of [LYON, David et Marguerite VAN DIE, dir., *Rethinking Church, State and Modernity : Canada Between Europe and America* (Toronto, University of Toronto Press, 2000), xiv-353 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55(4), 623–626. <https://doi.org/10.7202/010450ar>

fort intéressant révèle non seulement une dimension peu connue de l'immigration italienne, mais aussi les itinéraires migratoires souvent sinueux qu'empruntent les migrants avant d'atteindre le Canada.

Enfin, l'article de Debuisson et Tousignant analyse les caractéristiques démographiques des Belges au Canada (1991-1995). Les auteurs concluent qu'au fur et à mesure que le xx^e siècle progresse, la Wallonie remplace la Flandre comme région d'origine la plus importante des migrants, reflétant ainsi les liens plus étroits qui se nouent au sein de la francophonie. Ils révèlent aussi le très haut degré de scolarisation des migrants et leur intégration massive dans le secteur tertiaire de l'économie.

Ce recueil est intéressant et rafraîchissant, dans la mesure où il permet d'entrer dans un univers encore peu exploré et riche en enseignements.

JEAN LAMARRE
Département d'histoire
Collège militaire royal du Canada

LYON, David et Marguerite VAN DIE, dir., *Rethinking Church, State and Modernity : Canada Between Europe and America* (Toronto, University of Toronto Press, 2000), xiv-353 p.

Ce volume, qui accueille sociologues et historiens, se donne d'entrée de jeu un objectif fort ambitieux : rien de moins que « repenser » la relation entre la religion, l'État et un ensemble de phénomènes socioculturels définis comme « modernité », telle que cette relation a évolué au Canada anglais et au Québec depuis 1960. On y examine, essentiellement, ce que les directeurs du recueil qualifient de « two secularizations — understood as de facto disestablishments » (p. 5) qui ont marqué l'évolution du protestantisme et du catholicisme ainsi que de leur relation respective à l'État. Le volet critique proposé par les auteurs consiste à remettre en question les anciennes acceptions simplistes et maladroites du mot « sécularisation » entendu au sens étroit de déclin religieux ou de transition doctrinale. Pour le remplacer, ils cherchent à étudier les modes par lesquels « the religious is restructured and relocated » et, procédé heuristique, ils lui ont substitué le terme plus neutre et plus ouvert de « modernité », lequel admet à la fois les éléments de la thèse classique de la sécularisation, tels « liberal democracy, industrial capitalism, high technology, spreading urbanism, and a belief in progress as an article of cultural faith » (p. 3), et d'autres formes socioculturelles « postmodernes », marquées par la dislocation et la fragmentation, ainsi qu'une préoccupation identitaire à la fois personnelle et

publique. L'argument global avancé par les auteurs se décrit ainsi : bien que la relation entre l'Église et l'État ait été largement renégociée et souvent modifiée depuis les années 1960, les identités et les croyances religieuses conservent leur influence dans les attitudes et les comportements publics des Canadiens. Les Églises institutionnelles « represent by far the largest single repository of the religious life », mais l'émergence de nouvelles formes de pratique témoigne de l'inaptitude des anciennes et rigides notions d'Église, d'État et de modernité à rendre adéquatement compte des changements sociaux et culturels survenus au Canada après les années 1960.

En dépit de ses louables efforts pour proposer des repères permettant d'interpréter l'expérience religieuse contemporaine des Canadiens, *Rethinking Church, State and Modernity* sera d'utilité limitée dans la perspective de l'historien des religions (par opposition à celle du sociologue ou du théoricien social). Dès l'amorce du sujet, une difficulté d'ordre critique devient évidente. Bien que l'ouvrage entende situer le Canada quelque part entre les États-Unis et l'Europe, en terme de conjoncture historique entre Église, État et modernité, le principal outil conceptuel des auteurs — la « modernité » — demeure privé de toute référence à l'histoire canadienne ; de leur propre aveu, en fait, les auteurs semblent tenir pour acquis que les événements de l'histoire sont relativement peu importants. Or les Canadiens, par exemple, n'ont-ils pas vécu la démocratie libérale, la haute technologie et l'urbanisation de manière différente et à un rythme différent de ceux de l'Europe ou des États-Unis ? Et en quoi ces différences ont-elles modifié la relation entre l'Église et l'État ? Une autre difficulté conceptuelle, à laquelle l'ouvrage ne peut échapper en dépit de sa volonté de prendre ses distances vis-à-vis des théories de la sécularisation, tient à ce qu'il présuppose que la « modernité », ou la « postmodernité », consiste en quelque chose d'extérieur qui agit sur la religion et les Églises (sans admettre que celles-ci aient pu leur donner un sens et un contenu). Il est parfois difficile, à la lecture de ce livre, de se défaire de l'impression que ses directeurs ne parlent, au fond, que de « sécularisation » en utilisant un concept davantage à la mode mais tout aussi ambigu et insaisissable ; en fait, plusieurs collaborateurs emploient le terme « sécularisation » pour définir les phénomènes qu'ils décrivent.

Gardant ces réserves à l'esprit, il est cependant possible de retenir certains articles qui font progresser notre compréhension de la relation entre religion, État et société dans le Canada moderne. Le superbe chapitre de George Egerton intitulé « Trudeau, God and the Canadian Constitution »

démontre non seulement le rôle déterminant joué par Trudeau dans la définition très nettement « laïque » de l'État libéral au Canada, mais montre comment les concepts modernes des droits de la personne ont radicalement limité toute tentative de revivifier un partenariat ou une alliance entre les Églises institutionnelles et l'État. Prenant appui sur des données dérivées du sondage Angus Reid sur les attitudes religieuses des Canadiens (1996), Sam Reimer explore la thématique de l'américanisation en décrivant l'existence d'une sous-culture évangéliste transfrontalière fondée sur des réseaux institutionnels et des valeurs sociales. Sociologue dont les travaux devraient être sérieusement pris en compte par les historiens, John Simpson soutient que les thèmes associés au corps sont des « indicateurs majeurs » des tensions sociales et des changements de la récente modernité ». Il étudie, à partir des données Angus Reid, la raison pour laquelle la démographie religieuse des États-Unis a pour effet de transformer des questions difficiles de morale personnelle — tels l'avortement ou les droits des homosexuels — en une véritable « politique du corps », alors que, pour les Canadiens, les divergences à ce propos ne devraient pas faire l'objet de débats proprement politiques. En fait, la problématique de l'essai de Simpson éclaire celle que développe Egerton : que Trudeau peut fort bien avoir, de manière infaillible, décelé chez les Canadiens un consensus selon lequel la « théologie » devrait être définitivement extirpée de l'État libéral moderne.

L'ouvrage aborde, entre autres, un thème fascinant : la transformation du catholicisme au Québec durant la Révolution tranquille, par le biais de la déconfectionnalisation. Les essais de Gregory Baum et de David Seljak analysent les stratégies selon lesquelles l'Église est passée du statut d'institution bien établie, pourvoyeuse de services publics et agissant essentiellement comme substitut de l'État, à celui de corps religieux qui, bien qu'abandonnant tout partenariat officiel avec cet État, tint à conserver un rôle public et à s'engager dans le débat sur l'avenir du Québec au sein du Canada. Considérés globalement, ces essais révèlent le besoin urgent de recherches historiques sur la relation entre catholicisme, État et pouvoirs publics au Québec. S'ils évaluent correctement les objectifs de l'institution en analysant les attitudes du haut clergé, Baum et Seljak proposent tous deux une vision par trop idyllique de la relation du catholicisme à la Révolution tranquille, oubliant de tenir compte de ces innombrables pratiquants qui, selon l'expression de la Commission Dumont, choisirent d'abandonner l'Église « sans bruit » vers la fin des années 1960. De même, on y explore à peine ce qui est devenu essentiel à la relation de l'Église et de l'État après les années 1960 : les tentatives persistantes de l'Église pour

maintenir l'enseignement religieux au cœur d'un système scolaire public confessionnel, ou même la sensibilité changeante des catholiques vis-à-vis des questions relevant du « corps », tels l'avortement et la régulation des naissances. Ce qui manque à ces deux essais, en fait, c'est une analyse minutieuse de l'apparente division entre la hiérarchie religieuse québécoise, qui semble avoir complètement absorbé les théories classiques de la modernisation, et les catholiques ordinaires, qui ont vécu la modernité comme une perte et comme une profonde discontinuité entre présent et passé. Ces importantes omissions illustrent, à leur manière, un ensemble de questions que cet ouvrage néglige d'aborder : nos notions de la « modernité » ne devraient-elles pas comprendre aussi des institutions et des valeurs culturelles « antimodernes », concept proposé il y aura bientôt deux décennies par l'historien américain Jackson Lears ?

MICHAEL GAUVREAU

Département d'histoire

Université McMasters

Traduction : Pierre R. Desrosiers